



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

**Arrêté préfectoral
portant décision d'examen au cas par cas en application
de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement**

LE PRÉFET DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

Vu la directive 2014/52/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2011/92/UE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment la section première du chapitre II du titre II du livre premier, et plus particulièrement ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2019-7934 relative à l'installation d'un ensemble de 7 ombrières photovoltaïques sur le parking existant d'une enseigne commerciale à Dax (40), reçue complète le 21 février 2019 ;

Vu l'arrêté du préfet de région du 27 mars 2018 portant délégation de signature à Madame Alice-Anne MEDARD, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine ;

Vu l'avis de l'autorité régionale de santé du 14 mars 2019 ;

Considérant la nature du projet, qui consiste à implanter un ensemble de 7 ombrières photovoltaïques pour un total d'environ 2 683 m² d'emprise au sol, sur le parking existant d'un centre commercial, sur la commune de Dax. Étant précisé que le projet ne nécessite pas la construction de locaux techniques, qu'il sera raccordé au tableau général basse tension de l'enseigne commerciale et dédié à sa propre consommation ;

Considérant que ce projet relève de la rubrique n° 30 du tableau annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;

Considérant la localisation du projet :

- au nord-est de la commune, en zone « UH » du Plan Local d'Urbanisme (PLU), approuvé le 25 mars 2010 et correspondant à une zone principalement réservée aux grands projets d'équipements tertiaires, aux ouvrages ou installations d'intérêt général et leurs annexes,
- en zone bleue du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) communal, approuvé le 15 juin 2005 et correspondant à une zone inondable aménageable sous certaines conditions ;
- en secteur urbanisé et sur un parking public existant de centre commercial ;

Considérant que la réalisation du projet implique les phases suivantes :

- préparation du site,
- mise en place des fondations avec ancrage au sol (pylônes), installations des structures-cadre métalliques,
- installations des modules photovoltaïques sur les structures et pose du poste onduleur,
- raccordement des modules entre eux puis raccordement général au tableau général basse tension du centre commercial ;

Considérant qu'il appartient au porteur de projet de veiller à prévenir tout risque de pollution et de nuisances en phase de travaux ainsi que de prendre en charge la gestion du surplus d'eaux pluviales engendrée par le projet en conformité avec les réglementations existantes ;

Considérant que le porteur de projet déclare qu'il prendra en compte les différentes prescriptions réglementaires issues des zonages et servitudes dans la conception de son projet ;

Considérant qu'il ne ressort pas des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, compte tenu des réglementations encadrant son autorisation et sa

réalisation, que le projet soit susceptible d'impact notable sur l'environnement au titre de l'annexe II de la directive 2011/92 UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 ;

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le projet d'installation d'un ensemble de 7 ombrières photovoltaïques sur le parking existant d'une enseigne commerciale à Dax, n'est pas soumis à étude d'impact.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté sera publié sur les sites Internet de la préfecture de région et de la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Nouvelle-Aquitaine.

À Bordeaux, le 18 mars 2019.

Pour le Préfet et par délégation

~~Pour le Chef de la Mission
Evaluation Environnementale
L'adjointe au Chef de la MEE~~

Michael LE SAOUT

Voies et délais de recours

1- décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

à adresser à Monsieur le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2- décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

à adresser à Monsieur le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Monsieur le ministre d'État, Ministre de la transition écologique et solidaire

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

à adresser au Tribunal administratif

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).